Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La désignation du vice-président issu du collège des représentants des agents territoriaux se tient normalement à l'issue des élections professionnelles qui se sont tenues le 4 décembre.

Malgré un relatif tassement des trois principales organisations syndicales, la CGT est restée, assez largement, la principale organisation représentative des agents territoriaux. C'est à ce titre, et dans la continuité du travail engagé depuis 2015, que nous nous portons candidat à cette vice-présidence.

Le gouvernement a attendu la fin du cycle électoral dans la fonction publique, pour porter une attaque sans précédent contre la formation professionnelle des agents de la fonction publique, contre les dépenses publiques, contre le statut de la fonction publique et contre le CNFPT.

C'est un véritable basculement de la société qui a été initié par le président de la République à coups d'abandons, de privatisations et de transferts de toute une série de politiques publiques, à coups de renforcement de l'insécurité sociale et de laminage des droits attachés au travail, à coups de transformation des collectivités territoriales en entreprises concurrentielles pour rendre plus aisée la privatisation de leurs services.

Dans cette perspective, le CNFPT tel qu'il existe n'a plus sa place. On veut le mettre sous tutelle, réduire ses prérogatives, engager sa privatisation, asphyxier son offre de formation.

L'ensemble des organisations syndicales ont d'ores et déjà réagi en s'opposant au projet de loi relatif à la Fonction publique et au rapport parlementaire sur le CNFPT et les CDG. Mais il va valoir poursuivre, amplifier et élargir la mobilisation, dans l'unité la plus large et en lien avec les élus de la population.

Nous devons aussi proposer des solutions pour répondre au formidable développement des besoins de formation professionnelle que cette mauvaise loi n'amointrira pas.

Il nous reste peu de temps pour valoriser un établissement original que l'histoire croisée de la formation professionnelle continue et de la décentralisation a façonné pour répondre au développement des collectivités territoriales et qui a donné des résultats tout à fait honorables compte-tenu des moyens qui lui ont été accordés.

C'est avec ces objectifs que la CGT propose la candidature de Christophe Couderc à sa réélection à la vice-présidence du CNFPT.